

## Décision du Maire

N° 2025-D-165

**Objet : Aliénation du véhicule Nissan camionnette benne immatriculé 797EHP77**

Le maire de la commune,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**VU** la délibération du Conseil municipal en date du 25 mai 2020 portant délégation au maire pour décider notamment de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 4600 € en application de l'alinéa 10 de l'article L.2122-22 du code susvisé,

**CONSIDERANT** la vétusté du véhicule communal Nissan camionnette benne immatriculé 797EHP77, mis en service le 07 juin 2007,

**CONSIDERANT** la proposition de rachat en l'état du véhicule par la société R.T AUTO, 36 rue des Prés Saint Martin 77340 Pontault-Combault,

### DECIDE

**AUTORISER** la reprise du véhicule Nissan camionnette benne immatriculé 797EHP77 par la société R.T AUTO, à hauteur de 3 000 € TTC.

**DIRE** que le montant correspondant sera inscrit au budget communal.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine et Marne,
- Monsieur le Comptable public assignataire,
- Monsieur le Directeur général des services de la mairie.

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

La présente décision est rendu exécutoire à compter de sa télétransmission au contrôle de légalité et de sa publication en ligne sur le site internet de la mairie de Pontault-Combault.

#### Voies et délais de recours :

En application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 107 avenue de la République 77340 PONTAULT-COMBAULT.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du maire si un recours gracieux a été introduit. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » (accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

077-217703735-20250725-2025-D-165-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/07/2025



Pour extrait certifié conforme  
Fait en mairie, le 22 juillet 2025

  
**Gilles BORD**  
Maire de Pontault-Combault